

Le communisme et les services publics

(L'Egalité, 25 juin et 2 juillet 1882)

1

En ce moment l'on est en train de fabriquer un communisme à l'usage des bourgeois : il est bien modeste ; il se contente de la transformation de certaines industries en services publics ; il est surtout peu compromettant ; au contraire, il ralliera nombre de bourgeois.

On leur dit, voyez les postes, elles sont un service public communiste, fonctionnant admirablement au profit de la communauté, et à meilleur marché qu'elles ne pourraient le faire, si elles étaient confiées à une compagnie privée, comme c'était autrefois le cas. Le gaz, le chemin de fer métropolitain, la construction des logements ouvriers, etc., doivent devenir eux aussi des services publics. Ils fonctionneront au profit de la communauté et bénéficieront principalement aux bourgeois.

Dans la société capitaliste la transformation de certaines industries en service public est la dernière forme d'exploitation capitaliste. C'est parce que cette transformation présente des avantages multiples et incontestables aux bourgeois, que dans tous les pays capitalistes on voit les mêmes industries devenues services publics (armée, police, postes, télégraphes, fabrication de la monnaie, etc.).

Certaines industries monopolisées, livrées aux appétits des compagnies particulières, deviennent des instruments d'exploitation des autres catégories de la classe bourgeoise, tellement puissants, qu'elles troublent l'ordre bourgeois tout entier.

Voici des exemples : les télégraphes électriques, dès leur début en France, furent industrie de l'Etat ; l'intérêt politique du gouvernement l'exigeait. En Angleterre et aux Etats-Unis, où cet intérêt politique n'existait pas, ils furent établis par des Compagnies privées. Le gouvernement anglais dut les racheter dans l'intérêt de tous et surtout des spéculateurs, qui, dans le rachat, trouvèrent le moyen de pêcher des bénéfices scandaleux. Aux Etats-Unis, les télégraphes sont encore industrie privée : ils sont monopolisés par une bande de spéculateurs qui régente toute la presse du pays. Ces spéculateurs ne communiquent de dépêches télégraphiques qu'aux journaux qui leur sont inféodés et qui leur paient une taxe tellement lourde, que beaucoup de journaux, ne pouvant la satisfaire, se passent de nouvelles télégraphiques. En Amérique, les nouvelles télégraphiques sont la partie la plus importante des journaux, les en priver, c'est les condamner à vivoter et à mourir. Dans cette République républicaine, que les libéraux prennent pour l'idéal de leurs rêves les plus hardis, la liberté de la presse est à la merci d'une poignée de spéculateurs, sans force gouvernementale et sans responsabilité, mais qui détiennent les télégraphes.

Le monopole des chemins de fer est tellement exorbitant, qu'une compagnie peut à son gré ruiner une industrie, une ville avec des tarifs différentiels, des tarifs de faveur. Le danger auquel se trouve exposée la Société par la possession individuelle des moyens de transport, est si bien sentie par les bourgeois, qu'en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, des bourgeois, dans leur propre intérêt, demandent de transformer le chemin de fer en service public. Déjà, avant même que cette transformation soit accomplie, l'Etat, dans l'intérêt des industriels et des propriétaires fonciers pressurés par les rois du railway, a dû intervenir dans la fixation des prix, et établir des cahiers des charges. Bien que cette manière de contrôler l'action des compagnies ne soit guère efficace, elle est une ingérence de l'Etat dans une industrie et est un stage de sa transformation en service public.

Dans la société capitaliste une industrie privée ne devient service public, que pour mieux servir les intérêts de la bourgeoisie : les avantages qu'elle en retire sont de différentes natures, nous venons de parler des dangers sociaux que présentent certaines industries abandonnées à l'exploitation individuelle, dangers qui disparaissent ou sont atténués considérablement dès que l'Etat les dirige. Mais il en existe d'autres.

L'Etat, en centralisant les administrations diminue les frais généraux, il fait le service avec une dépense moindre. On accuse l'Etat de payer tout plus cher que les industriels privés ; néanmoins ce n'est pas toujours le cas lorsqu'il s'agit de l'établissement des voies de communication, une des entreprises les plus difficiles et les plus compliquées de l'industrie moderne : ainsi les tramways qui se sont construits en France, sauf de très rares exceptions, ont coûté une moyenne de 250 à 300 mille francs par kilomètre pour frais de premier établissement ; le chemin de fer d'Alais au Rhône, a mangé par kilomètre de ligne ferrée une somme d'environ 700,000 fr. M. Freycinet, qui n'est pas un dirigeant bourgeois pour des prunes, a établi sur des données positives que l'Etat pouvait construire des chemins de fer à raison de 200,000 fr. par kilomètre.

L'Etat peut donc diminuer sensiblement les prix des services publics qu'il exploite. Ce sont les bourgeois qui bénéficient de cette réduction, parce que ce sont eux surtout qui en usent. Ainsi qu'ouvriers ne se servent de la poste qu'une ou deux fois par an : et que de maisons de commerce, que d'industriels, expédient des dix et vingt lettres par jour.

Les services publics deviennent pour les politiciens un moyen de caser leurs créatures et de donner de bonnes et grasses sinécures aux beaux fils de la bourgeoisie. M. Cochery, par exemple, a accordé les places lucratives des postes à des orléanistes, entre autres au fils du sénateur Laboulaye, l'homme à l'encrier.

Les militants du Parti ouvrier peuvent et doivent dans leurs polémiques contre les publicistes et les politiciens de la bourgeoisie, se servir de cette transformation d'industries autrefois privées en service public, pour montrer comment les bourgeois eux-mêmes sont amenés par la force des choses à attaquer leurs propres principes, qui demandent que la société représentée par l'Etat n'enlève aucune industrie à l'initiative privée ; mais ils ne doivent désirer et encore moins réclamer la transformation de nouvelles industries en services publics, et cela pour diverses raisons.

Parce qu'il est de l'intérêt du Parti ouvrier, d'envenimer les conflits qui déchirent la classe bourgeoise, au lieu de chercher à les apaiser ; ces antagonismes activent la désorganisation de la classe régnante ; parce que les services publics augmentent la puissance corruptrice des politiciens bourgeois ; parce que les ouvriers de l'Etat ne peuvent comme les ouvriers de l'industrie privée faire des grèves et entrer en lutte avec leurs exploiters.

La seule raison socialiste que l'on pourrait avancer pour cette transformation, c'est que peut-être elle simplifierait l'œuvre d'expropriation révolutionnaire du Parti ouvrier. Nous l'examinerons dans la prochaine *Egalité*.

2

Dans la dernière *Egalité* nous disions que la seule raison socialiste que l'on pourrait donner pour réclamer la transformation de certaines industries privées en services publics administrés par l'Etat ou la commune, serait que cette transformation simplifierait l'œuvre d'expropriation révolutionnaire qui aurait à accomplir le Parti ouvrier, maître du pouvoir. Cette raison ne tient pas debout. Les bons côtés de cette transformation seraient loin de compenser les nombreux dangers qu'elle présenterait et que nous avons déjà brièvement mentionnés.

Le premier grand effort révolutionnaire du Parti ouvrier sera de s'emparer du pouvoir central ; tant que cette place forte de la Bourgeoisie ne sera pas conquise, toutes les réformes ouvrières seront refusées, même les plus urgentes, ou si elles sont accordées, elles le seront si chichement qu'elles seront illusoires et ne tourneront qu'au profit de la classe capitaliste.

La classe bourgeoise expropriée du pouvoir politique, le Parti ouvrier pourra commencer l'expropriation économique : ceux qui réclament la transformation de certaines industries privées en services publics même dans la société capitaliste, disent, la tâche du Parti ouvrier sera moins lourde, puisque déjà la bourgeoisie se trouvera expropriée d'une partie de l'outillage national. – Mais non.

Les grands organismes de communication et de crédit, tels que les chemins de fer, la Banque de France, le Crédit foncier, etc., que l'on voudrait voir tomber dans les mains de l'Etat sont déjà si admirablement centralisés, que pour s'en emparer il n'y aurait qu'à donner un coup de pied à leurs directeurs, à brûler quelques liasses de papiers. Il sera aussi facile de prendre possession de la Banque de France et de ses succursales de province, que du bureau central des postes de la rue Jean-Jacques Rousseau et des bureaux de provinces. Il n'y aura qu'à y envoyer quatre hommes et un caporal, et mettre sous verrous les hauts fonctionnaires pour paralyser leurs intrigues et obtenir des renseignements si besoin se faisait sentir. Il en serait de même pour les chemins de fer. Sous la Commune il fallait voir comment M. Rothschild et tous les gros messieurs du Railway avaient la bouche en cœur et se faisaient petits quand ils parlaient à un délégué de la Commune. C'était plaisir à voir. J'en sais quelque chose.

La transformation en services publics ne faciliterait nullement l'œuvre révolutionnaire, mais elle donnerait lieu à des tripotages financiers et à une dilapidation épouvantable du Trésor public. Dans la deuxième *Egalité* et dans la *Revue socialiste* j'ai signalé quelques-uns des vols scandaleux des deniers publics accomplis lors du rachat des petites lignes de chemins de fer. Tous les tripoteurs politiques, les Gambetta, les Freycinet, les Wilson, mis en goût par le rachat de petites lignes, demandent le rachat des grandes lignes ferrées.

Bien qu'à un degré moindre, l'expropriation des grands organismes de production (hauts-fourneaux, mines, filatures, tissages, etc.), sera encore chose facile. Il ne s'agira que de déplacer et coffrer au besoin quelques patrons, directeurs, administrateurs. Mais l'expropriation n'est qu'une partie de la tâche historique du Parti ouvrier.

Tous ceux qui font du socialisme d'Etat, c'est-à-dire qui demandent la transformation de certaines industries en services publics administrés par l'Etat ou la commune s'occupent nullement du sort des ouvriers qui y travaillent : en admettant même qu'ils voulussent améliorer leur sort, le pourraient-ils ? – S'ils le peuvent qu'ils le prouvent, qu'ils commencent par soulager la dure situation des travailleurs des postes, des tabacs, des chemins de fer, des forges de l'Etat. – Les ateliers de l'Etat et de la commune sont des bagnes tout aussi épouvantables, si ce n'est plus, que les ateliers privés.

Les travailleurs y sont plus rapacement exploités que dans les ateliers privés : ils sont courbés sous une autorité plus puissamment hiérarchisée ; ils ne peuvent se coaliser ni faire grève. – Il n'en pourrait être autrement, l'Etat et la commune n'étant que des représentations officielles de la classe capitaliste.

Mais le pouvoir révolutionnaire qui nationalisera les instruments de travail arrachés à la classe capitaliste aura à veiller et à l'intérêt général de la Société desservi par les industries nationales et à l'intérêt particulier des ouvriers que l'exploiteront.

Supposons que le Parti ouvrier ait envoyé M. Rothschild chercher à Jéricho les origines de ses ancêtres et se soit emparé des chemins du Nord ; supposons qu'il ne veuille ou ne puisse établir dès la première année la gratuité des transports, il pourra approximativement établir ainsi son compte :

– Sur chaque 100 francs de recettes du chemin de fer du Nord, 10 francs sont consacrés à l'usage du matériel et en frais généraux ; 60 francs sont absorbés par les salaires des ouvriers et des employés. 30 francs sont distribués entre les actionnaires et les obligataires. – Les actionnaires et les obligataires ayant été supprimés, le gouvernement révolutionnaire pourrait faire trois parts de ce qu'ils empochaient pour ne rien faire, un tiers serait laissé aux ouvriers, un tiers serait employé à diminuer le prix des transports, le dernier tiers serait pris par l'Etat afin de remplacer les impôts.

Ainsi donc, le gouvernement révolutionnaire pourrait augmenter immédiatement de près de 16% les salaires des ouvriers et des employés. Il aurait à veiller à ce que les salaires fussent autrement distribués qu'ils ne le sont aujourd'hui, moins un administrateur ou haut fonctionnaire fait de besogne et plus il est payé. Pour remédier à ce mal, il n'aurait qu'à laisser les intéressés se partager la somme qu'ils recevraient proportionnellement à leurs services et talents. Le gouvernement révolutionnaire aurait à prendre des garanties pour que les ouvriers à qui il confie un instrument national présentassent toutes les qualités requises pour son bon fonctionnement, et à ce qu'il ne devint pas un moyen d'exploitation de certaines catégories d'ouvriers, ainsi que le sont devenus les ateliers coopératifs de la société actuelle.

Ce mode d'exploitation des moyens de production nationalisés, ne sera qu'un mode transitoire, imposé par les difficultés au milieu desquelles le Parti ouvrier aura à se débattre le lendemain de la Révolution : mais nous entrevoyons une période où les besoins de consommation et le pouvoir de production de la société s'avamment calculés, la consommation ainsi que la production seront gratuites. Il n'y aura alors ni salaires, ni prix de marchandises. La société humaine sera alors de nouveau entrée dans la période communiste.

Il faut avoir toute l'ignorance et tout le bourgeoisisme d'un docteur possibiliste pour donner comme idéal communiste les services publics de la société actuelle.